Mardi 15 mars 1977 - No 645

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Italie

LA LUTTE DES ETUDIANTS SE DEVELOPPE

Le PCI au secours des assassins

«Nous vengerons Francesco», «Vous payerez». C'est ce que scandaient les 50 000 manifestants qui ripostaient à l'assassinat de l'un des leurs, Francesco Lorusso, 22 ans, assassiné vendredi soir sur le campus de Bologne. C'est de toute l'Italie que s'étaient rassemblés à Rome les manifestants.. La riposte a été immédiate, d'une ampleur inégalée. Depuis plus d'un mois, les étudiants sont en lutte contre un projet de réforme ministériel ultra-sélectif et contre le chômage.

Un million de jeunes chômeurs en Italie dont la moitié de diplomés sont à la recherche d'un premier emploi. Les étudiants scandaient aussi : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat» en français, faisant clairement référence au printemps révolutionnaire de Mai 68. Les étudiants se sont violemment affrontés aux flics.

Ils ont attaqué le siége de la Démocratie chrétienne à coups de coktail Molotov, blessant plusieurs policiers.

Dans toute l'Italie, les étudiants se sont mobilisés en signe de riposte et de vengeance. Le mouvement se radicalise et devient clairement anticapitaliste, anti-impérialiste.

A Milan, c'est le siége du patronat lombard qui a été incendié. A Rome, l'ambassade du Chili auprés du Vatican a complètement brûlé, une permanence de la Démocratie chrétienne a été saccagée. A Bologne, les étudiants ont élevé des barricades.

UN DROLE DE SOUTIEN

Samedi matin, les directions syndicales réformistes et révisionnistes ont appelé à manifester. On se demande si c'est pour soutenir les flics ou bien les étudiants. En effet, les étudiants ont été exclus du cortége.

(Suite p.2)

• Flamanville

Les pêcheurs contre la centrale nucléaire

Les pêcheurs de la région de Flamanville (Manche) ont constitué, samedi, un comité de défense pour protester contre l'implantation d'une centrale nucléaire et ont manifesté.

Les paysans ne sont plus en effet les seuls à lutter contre ce projet. Le préjudice pour eux concerne l'expropriation de terrains, la neutralisation des couloirs de lignes dont les tracés ne sont pas encore connus et le problème de l'indemnisation. Mais les pêcheurs se sentent également concernés. Ils craignent que le réchauffement de l'eau sur une large bande de mer ne détériore la faune et la flore, que poissons et crustacés se raréfient.

Municipales

CE QUI SE PREPARE

(Voir article p.3)

Dimanche soir à la télé...

Editorial

Voter ce n'est pas lutter

Comme prévu, la soirée de dimanche a été réservée à Marchais et d'Ornano, Chirac et Mitterand, Defferre et Chinaud. Tous ces «grands politiciens» se sont assis autour de la même table, ont pris des airs importants et ont essayé de faire de l'esprit au détriment les uns des autres. Tous étaient cependant d'accord sur un point : ces élections municipales sont «décisives»...

A vrai dire, pour eux, toutes les élections sont «décisives» : les cantonnales l'étaient hier, les municipales le sont aujourd'hui, les législatives le seront demain. Car ce ne sont pas les élections qui manquent ; on parle même de législatives anticipées. Et si la «gauche» l'emporte au Parlement, pourquoi ne pas refaire des présidentielles ?

C'est l'électoralisme à plein temps.

Cela n'est pas sans but. La bourgeoisie veut détourner les travailleurs de la lutte des classes et nous faire croire que notre sort dépend des élections : votez bien et tout ira bien. C'est un mensonge.

Qu'une mairie soit gérée à droite ou à «gauche», cela ne change rien. Par exemple, les plans de «Rénovation» ou le «plan d'occupation des sols» (POS) ne sont décidés par les mairies qu'en apparence seulement. En fait ce qui décide c'est la législation de l'État capitaliste.

A un autre niveau, quand en juin 1968, en pleine grève générale, De Gaulle appelait aux urnes (avec l'accord du PCF) il savait qu'il allait gagner Et il a gagné, car en système capitaliste, les élections sont une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Il en va de même pour les présidentielles : quelle que soit la «couleur» du président, l'État capitaliste demeure et demeure le même.

Pour les communistes (les vrais communistes, pas les Marchais, Leroy et autres) les élections sont au maximum un moyen de se faire entendre ou de mesurer son influence. Lénine a souligné qu'il était bon de se faire élire *en certaines circonstances* (et en certaines circonstances seulement) pour se servir des institutions bourgeoises *comme d'une tribune* et non pas pour gérer l'État capitaliste. De cette tribune, le communiste appelle la classe ouvrière à la Révolution !

Ceux qui font de l'électoralisme un principe absolu, ceux qui se font élire pour gérer des parcelles ou l'ensemble de l'État capitaliste, ceux-là n'ont rien à voir avec Lénine. Ils ne servent pas les intérêts des travailleurs, ils aménagent le capitalisme de différentes manières. En ce sens, voter n'est pas lutter.

Voilà pourquoi les communistes marxistes-léninistes appellent à s'abstenir de voter, que ce soit pour le plan Barre ou le Programme commun. Toutefois, nous ne négligeons pas les élections. Elles sont très importantes pour savoir quelle ligne bourgeoise l'emportera sur l'autre, quelle ligne bourgeoise exploitera les travailleurs. Quant à la libération des travailleurs, elle naîtra de la Révolution prolétarienne !

A LIRE

Corbeil-Essonnes : les jeunes travailleurs contre le fascisme..

Article p.3

Sescosem (Grenoble) : Accord sur les salaires non respecté .

Article p. 4

Cité Sablons (Le Mans) : Les locataires n'apprécient pas les arrivistes.

Article p..4

Foyers Sonacotra

RETOUR DE NOS FRERES IMMIGRES

A l'heure où nous mettons sous presse, nous attendons le retour des 7 travailleurs immigrés de la Sonacotra, pour le début de l'aprés-midi.

Une large mobilisation a été faite pour les accueillir comme il se doit. Un mot d'ordre de grève a été lancé pour que de nombreux travailleurs immigrés mais aussi français se rendent à l'aéroport.

SONACOTRA CEDERA

Les «restrictions» à l'assistance publique

Au début de cette année, le directeur général de l'Assistance publique, Gabriel Pallez, en présentant ses vœux, rappelait à l'ensemble du personnel que, vu la conjoncture économique actuelle difficile, des économies s'imposaient.

Aussi, pour justifier la diminution du budget 77 par rapport à 76, concernant les travaux de modernisation des salles, des services hospitaliers, l'Administration prétend manquer de crédits. Tous les moyens sont bons pour diminuer les dépenses de santé, pour réduire les effectifs en personnel administratif, hospitalier, entretien, etc. Et toutes ces mesures, à longue échéance, ont des conséquences de plus en plus fâcheuses pour les travailleurs et pour les malades hospitalisés. C'est la sécurité des malades qui est en danger.

Par contre, à l'Administration centrale de l'AP, après toutes ces belles paroles concernant les mesures d'économie, on se permet des fantaisies ! C'est le cas de la «Direction du Plan» (études et prévisions à long terme). Non seulement de nombreux bureaux ont été remis à neuf, mais le directeur de ce service, J.M. Simon a imaginé de transformer l'agencement de ce couloir... selon le thème du métro. Pour cela, il a fait récupérer de vieilles banquettes de métro et les a faites placer tout le long du couloir.

Nous pouvons imaginer les frais que cela a pu entrainer !

Pour faire encore plus vrai, il a fait accroher sur les murs, des litographies ou dessins (bicentenaire des États-Unis, Compagnie des Chemins de Fer...), le tout rappelant les affiches publicitaires du métro.

Le mardi 1er mars, à 18 heures, J.M Simon invitait le personnel du service, les différents directeurs des hôpitaux de l'Assistance publique et le directeur général, à assister à l'«arrosage des couloirs», autour d'un buffet garni avec bruit de fond adapté (enregistrement des bruits du métro).

Rien d'étonnant à ce qu'une partie non négligeable du personnel ait refusé de se rendre à ces festivités.

Le salon de l'agriculture

Une vitrine trompeuse

On était frappé en visitant ce salon par le luxe des stands, des moquettes, des peintures, la taille des machines aux dimensions aussi gigantesques que les prix.

Y figuraient, en bonne place, le matériel en provenance des pays de l'Est, notamment grâce aux bons soins de la société Interagra dont le PDG, est, on le sait, le milliardaire Doumeng, membre du PCF. On pouvait contempler 400 races d'oiseaux, de lapins, 2 800 races de chiens, 2 000 bovins, ovins, chèvres, porcs rassemblés pour le fameux «concours général agricole». Bref, seule une poignée d'éleveurs et d'industries agro-alimentaires était représentée. C'était un salon des capitalistes de l'agriculture que les gros paysans visitaient avec intérêt.

Par contre, la majorité des paysans ne peut sûrement pas s'acheter un reproducteur de plusieurs millions ou les nombreux tracteurs sophistiqués et équipés des derniers gadgets. Ce salon a constitué une véritable provocation pour les petits paysans dont la ruine a encore été accélérée à l'occasion de la sécheresse. Et c'est une tromperie monstrueuse vis-à-vis des visiteurs (près d'un million) notamment les enfants des écoles à qui on voudrait faire croire que c'est cela le matériel qu'utilisent les agriculteurs.

LES BALLETS DE CHANGHAI
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
du 1er au 16 avril 1977
au Théâtre des Champs Élysées
Tous les soirs à 20 H 30
(sauf le jeudi, le dimanche 3 avril et le lundi 11 avril 1977)
matinée à 17 H
La compagnie des ballets de Changhai a mis en scène de nombreux spectacles dont «La fille aux cheveux blancs».

PROGRAMME 1
La fille aux cheveux blancs
Les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13 avril 1977

PROGRAMME 2
Actes choisis du ballet révolutionnaire
La fille aux cheveux blancs
et musiques folkloriques
Les 5, 10, 11, 15 et 16 avril 1977

• Inde

VOTE SOUS L'ETAT D'URGENCE

Le 16 mars débuteront, en Inde, les premières opérations électorales visant à renouveler la Chambre basse du Parlement. Ces élections auraient normalement dû se dérouler il y a un an mais, par la seule volonté de Indira Gandhi qui fait régner sa loi de fer dans tout le pays, elles avaient été déplacées.

Ces élections ne sont pas de celles où le peuple peut faire entendre librement sa voix. Elles se dérouleront alors que l'état d'urgence proclamé le 25 juin 75 est toujours en vigueur.

L'état d'urgence, cela veut dire la suspension de l'article 9 de la Constitution qui prévoit les droits fondamentaux et les garanties individuelles des citoyens, l'emprisonnement systématique des opposants au régime (le parti d'opposition Janata, par exemple, a vu 50 % de ses possibles candidats maintenus en prison). Depuis 200 000 personnes au moins ont été incarcérées pour leurs opinions politiques. Les salaires des ouvriers sont bloqués, la grève interdite, la censure rigoureuse : en un an, 7 000 personnes ont été arrêtées pour «délits de presse», 35 imprimeries clandestines saisies. Ces chiffres qui témoignent de l'ampleur de la répression sont aussi éloquents sur l'intensité des luttes populaires déclenchées contre ce pouvoir dictatorial. Il est également significatif de voir Indira Gandhi, dont la propre tante, la sœur de Nehru, âgée de 76 ans, fait campagne dans les rangs de l'opposition, dépêcher 70 bataillons de troupes paramilitaires dans de nombreux états fédérés, afin de renforcer la police locale le jour des élections.

Il est vrai que le parti du Congrès d'Indira Gandhi bénéficie d'un appui solide en la personne du Parti communiste indien prosoviétique. Son secrétaire général saluait la proclamation de l'état d'urgence en ces termes : «Les mesures prises créent une situation d'unité et permettent de lutter contre la réaction, le néo-colonialisme, et les monopoles qui menacent la démocratie indienne».

Depuis le PCI a toujours voté au Parlement, aux côtés du Parti du Congrès, toutes les mesures réactionnaires réclamées par ce dernier.

Il s'est même engagé à le faire : «Aussi longtemps que la politique étrangère du Congrès sera basée sur l'amitié avec l'URSS et le développement des nationalisations».

Une timide tentative de fraude de sa part tournée contre Sanjay Gandhi, le fils ainé du premier ministre qui fait de plus en plus figure d'héritier de la dictature, a bien vite tourné court après la publication dans la «Pravda» d'un article soulignant «l'importance des liens entre le PCI et le Parti du Congrès». 48 heures après, le PCI faisait acte d'allégeance et concluait des accords électoraux avec le Parti d'Indira Gandhi.

Pourtant, malgré la dictature féroce qui s'exerce sur le peuple indien, ces élections, gagnées d'avance, risquent de sanctionner l'isolement croissant du gouvernement.

La répression, l'inflation et particulièrement la campagne de stérilisation forcée font éclater la colère du peuple. Plus d'un agent électoral d'Indira Gandhi s'est trouvé molesté par les paysans victimes de ces exactions : 7 millions de stérilisations plus ou moins forcées ont eu lieu en 9 mois, frappant les catégories les plus pauvres des 610 millions d'Indiens.

Les propositions révolutionnaires des marxistes-léninistes indiens, dont les rangs un moment dispersés se ressoudent dans un organe de coordination unique, sont donc destinées à rencontrer, dans la période actuelle, un écho croissant.

• Italie

La lutte des étudiants se développe

(suite de la p.une)

De même que Marchais, lors du meurtre d'Overney, le parti de Berlinguer crie à la provocation et condamne les étudiants en chœur avec le Vatican.

Comme les gaullistes en 1968, avec leur manifestation à l'Arc de Triomphe, les partis bourgeois italiens, bras dessus, bras dessous, vont organiser une manifestation pour la défense de «l'ordre et la sûreté démocratique (...) le respect de la coexistence sociale et la réaffirmation de la fermeté du lien existant entre le peuple et les institutions de l'État démocratique et républicain (sic)».

Alors que les flics assassinent les jeunes qui luttent résolument contre le chômage, le PCI attaque les étudiants, les invite à se séparer des «factieux». Ces messieurs s'affolent devant la tournure anticapitaliste que prend le mouvement étudiant et ils essaient à tout prix d'empêcher que les étudiants associent leur lutte à celle des travailleurs contre la crise du capitalisme. Mais plus les luttes se développent, plus les Berlinguer seront amenés à soutenir la Démocratie chrétienne chancelante et à se démasquer.

Grèves en Belgique

Des grèves ont eu lieu vendredi dans la région de Namur, province belge, et cela malgré la décision des deux grands syndicats, socialiste et chrétien, de suspendre, à la suite de la dissolution du Parlement, le mouvement des grèves tournantes, entamé il y a quelques semaines.

D'autre part, la grève de jeudi des ouvriers du Livre de Bruxelles, a empêché la parution vendredi matin de journaux francophones, dont les deux plus grands quotidiens.

Aucun journal n'était vendredi matin dans les kiosques à Bruxelles. Les messageries de la presse ont fait grève jusqu'à vendredi matin 6 heures, retardant la distribution des journaux.

Les deux derniers mouvements ont eu lieu en bravant le désavœu public de la direction du syndicat du Livre.

• Suisse

Défaite des racistes

Le peuple Suisse a infligé un lourd échec aux groupuscules d'extrême-droite qui demandaient le départ de 150 000 travailleurs étrangers et la réduction du nombre des naturalisations. C'est par une lourde majorité que les Suisses ont repoussé ces propositions xénophobes : 71 % des votants.

Regain d'actions de commandos fascistes à Nice

L'approche des élections est-elle une simple coïncidence ?

Un article que nous a envoyé le collectif «Le temps des cerises» de Nice est fort instructif à ce sujet. En voici quelques extraits.

Fin janvier, à trois reprises (lundi 24, mardi 25, vendredi 28) un commando fasciste se livre à des provocations au restaurant universitaire, déchirant des affiches et proférant des menaces.

Vendredi 18 janvier, un militant de l'Union générale des étudiants tunisiens qui peignait des mots d'ordre sur un mur proche du Consulat de Tunisie est poursuivi et blessé à coups de révolver par des gardiens du Consulat. Son agresseur, interrogé par la police, est laissé en liberté. Il faut ajouter qu'un autre militant de l'UGET a été écrasé par une voiture le 3 février au soir et très grièvement blessé. Il peut s'agir d'un véritable accident mais certains éléments font penser à un attentat.

Jeudi 24 février, alors qu'un tract progressiste est diffusé à la sortie du lycée d'Estienne d'Orves, des policiers arrivent sur les lieux à l'appel du proviseur et de fascistes du lycée qui leur communiquent des numéros de voiture... d'où quadrillage de la ville pour les rechercher.

Simultanément, une attaque en règle a lieu au restaurant universitaire de la Faculté des Lettres : action très rapide avec tabassage de deux diffuseurs de tracts et projection de deux coktails molotov dans la cafétéria entrainant un début d'incendie. Les policiers essaieront en vain d'ailleurs d'en faire endosser la responsabilité aux occupants d'une des voitures d'antifascistes arrêtés. Pendant ce temps, les deux voitures fascistes d'où sont partis les deux coktails courent toujours...

Le lendemain 25 février, les fascistes veulent tenir une table de presse au restaurant universitaire des Lettres. Mais les étudiants les forcent à partir.

Le lundi 28 février, c'est une vingtaine de fascistes armés qui se présentent au restaurant universitaire. Mais plus de 150 étudiants antifascistes les contraignent à partir sous la protection de la police.

Le mardi 1er mars, les fascistes chargent, armés de barres de fer, de couteaux et de fumigènes et parviennent à repousser les antifascistes dans la cafétéria du restaurant. Deux à trois cents antifascistes se regroupent alors devant l'entrée en criant : «Les fascistes dehors !». Ces derniers parviennent à s'enfuir non sans bagarres qui font plusieurs blessés dont deux à coups de couteaux.

Municipales

Ce qui se prépare

Les commentaires vont bon train sur le premier tour des élections municipales, à en croire que toute la vie de notre pays repose sur cet événement. Les résultats sont toutefois intéressants pour voir quelle ligne politique bourgeoise l'emporte sur l'autre, et à un niveau qui dépasse les municipales.

En fait, les résultats du premier tour doivent nous pousser à être attentifs face à deux faits : la montée de l'Union de la gauche et le développement de la crise au sein de la «majorité».

MONTEE DE L'UNION DE LA «GAUCHE»

La «majorité» n'a pas fait véritablement de percée. Par contre, les tenants du Programme commun ont d'ores et déjà pris quelques municipalités. Citons Conflans-Saint-Honorine, Le Creusot, Chartres, Beauvais, Houille, Roanne, Romans, Valence, Villefranche, Tarbes et notamment Brest, Créteil, Dreux, Mantes-la-Jolie, Pessac et Poissy (villes de plus de 30 000 habitants).

Cette liste montre bien qu'il y a une victoire électorale de la gauche. De plus, la grande majorité des villes de cette liste auront un maire PS. C'est en effet, ce parti qui sort grand vainqueur. L'élection d'Hernu à Villeurbanne le prouve. Ainsi, le PS continue à grandir au sein de l'Union de la «gauche», ce qui n'est pas le cas du PCF.

CRISE ACCENTUEE DANS LA MAJORITE

Il était clair qu'une crise existait au sein de la «majorité». Elle se confirme du fait que le candidat «gouvernemental» à Paris (d'Ornano) arrive derrière Chirac, sauf dans quelques arrondissements, comme le XVIIIe. A la télévision, Chirac s'est présenté comme le sauveur de la droite face à la montée de la «gauche». Les grandes déclarations d'amour Chirac-d'Ornano ne peuvent cacher que la crise se développe, vu les problèmes qui restent en suspens dans bien des domaines.

L'ENJEU DES «ECOLOGISTES »

L'aspiration des travailleurs à vivre dans des conditions décentes s'est concrétisée par l'important score des écologistes. Sans doute, beaucoup d'électeurs ne se retrouveront pas dans les prises de position plus ou moins ouvertement favorables au Programme commun de plusieurs leaders écologistes. Il ne faut pas que ce mouvement devienne un moyen pour le Programme commun de drainer des voix.

Ce qui se passe entre les différents clans de la bourgeoisie de droite, ou de «gauche» ne nous laisse pas indifférent.

Des changements sont en cours à ce niveau et s'accélèreront. Les travailleurs doivent être vigilants face aux manœuvres de ces bourgeois, face auxquels on ne peut nourrir aucune illusion.

Des parents d'élèves manifestent

Plusieurs membres de l'association des parents d'élèves du groupe scolaire Anatole France de Saint-Ouen (Seine Saint-Denis) occupent vendredi les locaux d'une des classes de l'établissement. Ils protestent ainsi contre le non-remplacement, depuis le 14 février, de maîtres d'une classe de perfectionnement de troisième.

COMMUNIQUE

Pour la manifestation et le meeting organisés par «L'Humanité rouge» samedi 19 mars, au Mur des Fédérés et à la Mutualité, des bandeaux sont disponibles à l'administration dès maintenant.

Par ailleurs, une crèche sera assurée le même jour, de 9 H 30 à 18 heures.

La Jeune Garde rouge

JCMLF

LA JEUNE GARDE ROUGE EST PARUE

AU SOMMAIRE :

Les étudiants italiens contre l'université capitaliste et le révisionnisme.
Il y a cinq ans, Pierre Overney
Nous sommes des apprentis, pas des chiens.
– La Commune toujours vivante
– Le PCF et ses municipalités
– Lettre d'une jeune chômeuse de Montpellier

• Corbeil-Essonnes

Les jeunes travailleurs contre le fascisme

Les jeunes travailleurs de Corbeil refusent de plus en plus nettement de se faire accoster par des hommes armés de fusils et de pistolets, membres de bandes dont les méthodes sont clairement fascistes.

Nous avons relaté une de ces agressions dans nos colonnes. Voici quelle est la riposte des jeunes, d'après des informations de nos correspondants.

Les jeunes travailleurs de deux quartiers : celui de Mont Conseil et celui des Tarterets sont regroupés en associations.

Mercredi dernier, ils sont allés boycotter un show municipal de Nicoletta et Yves Lecoq, qui venaient raccoler pour la liste électorale du fils Dassault.

C'est en vain que 200 membres du SAC et autres gros bras ont essayé de faire taire les jeunes qui sifflaient et criaient des slogans. Puis les jeunes ont quitté la salle et se sont réunis à la porte en chantant l'Internationale.

Samedi matin, une soixantaine de jeunes travailleurs ont organisé le boycott du seul café des Tarterets, tenu par un membre notoire du SAC, spécialiste du nerf de bœuf et de la carabine, raciste de surcroit.

Samedi après-midi, ils sont revenus à 200, malgré l'intervention de la police le matin, sur le thème : votre manifestation est illégale en ce week-end électoral.

Alors qu'ils partaient en manif, les jeunes travailleurs ont vu arriver... le secrétaire de la cellule locale du PCF. Ce révisionniste a tenu le même discours que la police : votre manifestation est illégale, c'est une provocation, vous allez faire avalider les élections. Il a couru derrière la manifestation en essayant de faire entendre que *«lutter c'est voter»*.

Comme quoi la lutte contre le fascisme et le racisme ne dérange pas que la police et le SAC...

La lutte des jeunes de Corbeil continue, une distribution de tracts a eu lieu dimanche.

L'évasion de Spaggiari

De qui se moque-t-on ?

Il faut que la bourgeoisie soit aveuglée par son mépris du peuple pour espérer faire avaler «l'extraordinaire évasion» de Spaggiari.

Déjà bien des questions se posaient à propos du «casse» lui-même. D'où venait le matériel si sophistiqué (chalumeaux hydroliques et ventilations) ? Comment creuser si facilement un tunnel de 7 mètres, tapissé de moquettes et ce pendant 2 mois ?

Est-il si facile que cela de piller des coffres tranquillement, durant 48 H et en pique-niquant sur place ? On voudrait nous faire croire que c'est parce que Spaggiari est un surhomme.

Le surhomme a fait un saut de 7 m par la fenêtre du juge d'instruction et il est disparu ! Nouvelle série de questions. Pourquoi les deux flics n'étaient-ils pas dans la salle ce jour-là ? Pourquoi avait-on enlevé les menottes à Spaggiari ? Comment a-t-il pu prendre contact avec l'extérieur (puisqu'on assure qu'il était si bien gardé ?). Comment le motard qu'un flic a vu (et même reconnu) a-t-il pu rester là à attendre avant d'emmener tranquillement Spaggiari ? Il parait que c'est pour des raisons «psychologiques» que le juge a demandé aux deux flics de sortir, d'autant plus que ces «braves gens» s'ennuyaient !

Un certain nombre de choses sont sûres cependant. Le motard est un militant d'extrême-droite de longue date, comme Spaggiari lui-même. Il s'était montré dans les commandos d'extrême-droite en mai 68 et avait fait campagne pour le sinistre Tixier-Vignancourt en 65. Coincidence, Médecin, le maire de Nice, est lui aussi d'extrême-droite et ministre.

Bref, comme on le voit, il n'est peut-être pas si difficile que cela de s'évader quand on a ce que Spaggiari appelle «un idéal politique»... bien placé.

• Cité Sablons (Le Mans)

Les locataires n'apprécient pas les arrivistes !

Pendant 2 ans, des centaines de locataires ont participé à une grève des provisions de chauffage jugées excessives par rapport aux autres cités. Après s'être battus contre l'Office d'HLM (président : Maury, maire du Mans, favorable au gouvernement), ils ont obtenu des diminutions. Ainsi, par la lutte, la cité des Sablons arrive maintenant à payer des sommes comparables à celles des autres cités.

Les grands absents de cette lutte sont les membres du PCF qui ne s'occupent plus de l'amicale CNL-Sablons et incitent même les gens à ne pas faire grève (pourtant la grève des charges continue).

L'ancien président de l'Amicale, permanent CGT, n'assiste plus depuis un an aux réunions. En février 77, il vient à une assemblée générale pour se proposer (lui et une petite liste de révisionnistes qu'il a notée sur un papier) comme candidats à la commission exécutive de l'Amicale. Quel intérêt soudain pour les locataires à l'approche des élections !

Il faut savoir en effet que ce M. Boulay se présente sur la liste de «gauche» comme candidat «militant de la défense des locataires et accessionnaires» !

Cette tentative pour reprendre en main l'Amicale a la veille des élections a été rejetée par la grande majorité des locataires qui assistaient à cette assemblée générale. Les noms des révisionnistes ont été barrés sur les listes des candidats à la commission exécutive.

Ces arrivistes n'ont pas été élus et sont repartis penauds !

Voici une illustration réalisée par une camarade de cette cité.

• Sescosem St-Egrève (grenoble)

Accord sur les contrats temporaires non respecté

En 1968, un protocole d'accord a été signé par la direction : «le nombre de contrats provisoires sera limité à 5 % de l'effectif ; leur durée sera au maximum de 4 mois. Au bout de ce délai, ou le contrat sera résilié, ou l'embauche est définitive. Le préavis de cessation de contrat sera de 15 jours».

Actuellement, à la Sescosem, 209 personnes sont en contrat à durée déterminée de 6 mois ou plus.

Or, 209 personnes sur 1 900 c'est plus de 5 % du personnel, et 180 personnes ont des contrats de durée supérieure ou égale à 6 mois.

Suite à la lutte des travailleurs, 88 personnes ayant un an de présence à l'usine ont eu des promesses d'embauche.

Pour faire respecter ses engagements à la direction, une action est menée actuellement avec les ouvrières ayant des contrats de 6 mois qui n'ont pas été renouvelés.

Depuis lundi, 3 ouvrières dont le contrat se finissait vendredi, sont revenues à leur poste de travail, soutenues par le personnel ouvrier et d'encadrement, et ont effectué leur travail.

Mardi 8 mars, la direction a fait constater par huissier leur présence à leur poste.

Le mercredi 9 mars, la direction publie une note de service disant qu'elle revient sur sa décision d'embaucher les OS en contrat.

D'autre part, une réunion a eu lieu le jeudi 10 mars avec l'Inspection du travail qui considère que le non-renouvellement des contrats à durée déterminée doit être considéré comme un licenciement économique et par conséquent doit en suivre la forme légale.

Les actions continueront car nous n'accepterons aucune suppression d'emploi à la Sescosem.

Section syndicale CFDT de la CSF-COSEM
St Égrève – Isère

Gervais-Danone

Metelec

(Ardèche)

Usines occupées

L'usine de yaourts et fromages Gervais-Danone des Hauts-de-Seine est occupée depuis le 10 mars. La grève avait été déclenchée une semaine auparavant. Les grévistes protestent contre les conditions de travail et revendiquent des augmentations de salaires. L'usine emploie 300 travailleurs.

L'usine Metelec (Ardèche) est occupée depuis jeudi dernier. Les 400 travailleurs exigent une augmentation de salaire, la cinquième semaine de congés et le treizième mois.

• Port-de-Bouc Bouches-du-Rhône

Les marins des remorqueurs lockoutés

Le 8 mars à 6 heures, les 19 officiers-mécaniciens de la SOGEREM (Société générale de remorquage) déclenchaient un mouvement de grève pour obtenir la parité des milliémes avec les capitaines (prime d'exploitation suivant le tonnage des bateaux remorqués).

Le patron, ressentant leur détermination, tente alors de jouer sur la division déclarant à 18 h le lock-out des 60 marins.

Ainsi les patrons remettent eux-mêmes en cause, quand ça les arrange, la sacro-sainte «liberté du travail» qu'ils ne manquent pas d'invoquer dans les grèves quand les jaunes sont repoussés par les piquets.

Mais la division n'a pas joué : les officiers-mécaniciens ont reconduit leur mouvement et les marins n'ont pas l'intention de se laisser embarquer de la sorte.

Alors que, par mesure d'intimidation, le préfet faisait appel jeudi matin à 3 remorqueurs de la Marine nationale, c'est unis dans une même détermination et soutenus par leurs sections CFDT (*) et CGT que les marins se préparent à l'action.

Correspondant HR
en collaboration avec des marins

(*) La section CFDT a été créée il y a quelques semaines par des militants CGT refusant la collaboration de classe. En effet, les responsables CGT de l'entreprise signaient des accords avec le patron dans le dos des travailleurs.

• Bordeaux

Encore un licenciement d'éducateur !

Décidément la bourgeoisie a grand peur d'une action sociale qui prenne parti pour la classe ouvrière et la jeunesse populaire.

Après le licenciement du délégué syndical de l'École d'éducateurs (IRFTS), la fermeture d'un centre éducatif, le licenciement d'une éducatrice CFDT de l'OREAG (réintégrée après la lutte), c'est le licenciement d'un éducateur, militant marxiste-léniniste, syndiqué CFDT.

Mais de plus en plus nombreux, les travailleurs sociaux, rejettant la fonction de chien de garde qui leur est assignée, rejoignent des positions de lutte de classe.

Voici un extrait d'un tract CFDT, qui après avoir montré l'absence de fondement des motifs de licenciements, conclue :

«Ce licenciement s'inscrit dans la série de mesures de répression anti-syndicale prises par le pouvoir pour le contrôle accru du secteur social. Il est également une manœuvre contre la CFDT : il arrive au moment où la section, présentant une liste aux élections des délégués du personnel, a nettement progressé.

Unis à la base et dans l'action, refusons ce licenciement !

Non à la répression !

Nous appelons l'ensemble du secteur social à prendre contact avec nous pour soutenir résolument notre action».

CDHR Renaud Jean

SAMEDI 19 MARS

10H : place de la Bastille

MANIFESTATION DE COMMEMORATION DE LA COMMUNE DE PARIS

14H : salle de la Mutualité

Meeting

NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN !

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977